



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/39/50  
15 février 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trente-neuvième session

LISTE PRELIMINAIRE DES QUESTIONS A INSCRIRE A L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE  
DE LA TRENTE-NEUVIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Note du Secrétaire général

1. Le présent document a été établi conformément à la recommandation du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale, telle qu'elle figure au paragraphe 17 a) de l'annexe II à la résolution 2837 (XXVI) de l'Assemblée, en date du 17 décembre 1971.
2. Les documents suivants, relatifs à l'ordre du jour de la trente-neuvième session de l'Assemblée générale 1/, paraîtront aux dates ci-après :  

Liste préliminaire annotée .....	15 juin
Ordre du jour provisoire <u>2/</u> .....	20 juillet
Liste supplémentaire .....	24 août
Mémoire présenté par le Secrétaire général au Bureau .....	14 septembre
3. La trente-neuvième session s'ouvrira au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 18 septembre 1984, à 15 heures.

---

1/ L'ordre du jour de la trente-huitième session a paru sous la cote A/38/251 et Add.1 à 4. La liste des résolutions et décisions adoptées au cours de la trente-huitième session paraîtra sous la cote A/INF/38/7. Le texte des résolutions est publié séparément, sous forme miméographiée, dans la série A/RES/38/-; le texte des décisions figurera dans la section X du document A/INF/38/7.

2/ L'ordre du jour provisoire tiendra compte des résolutions et décisions que l'Assemblée générale pourrait encore adopter lors de sa trente-huitième session.

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation panaméenne (article 30 du règlement intérieur).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (article 62).
3. Pouvoirs des représentants à la trente-huitième session de l'Assemblée générale (article 28) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs (décision 38/301 du 20 septembre 1983) ;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (résolution 38/2 du 20 octobre 1983).
4. Election du Président de l'Assemblée générale (article 31, décision 38/302 du 20 septembre 1983).
5. Election des bureaux des grandes commissions (article 31, décision 38/303 du 20 septembre 1983).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (article 31, décision 38/304 du 20 septembre 1983).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (article 49, décision 38/404 du 28 octobre 1983).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (article 21, décisions 38/401 du 23 septembre 1983 et 38/402 des 23 septembre, 6, 11 et 13 octobre, 1er novembre et 14 décembre 1983).
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (articles 13 a) et 48, décision 38/410 du 5 décembre 1983).
11. Rapport du Conseil de sécurité (article 13 b), décision 38/424 du 16 décembre 1983).
12. Rapport du Conseil économique et social (article 13 b), résolutions 37/171 du 17 décembre 1982, 38/86 à 38/103 du 16 décembre 1983, 38/143 à 38/150 du 19 décembre 1983 et 38/196 et 38/199 du 20 décembre 1983 et décisions 38/428 à 38/435 du 19 décembre 1983 et 38/449 et 38/453 du 20 décembre 1983) :
  - a) Rapport du Conseil ;
  - b) Rapports du Secrétaire général (résolutions 37/171, 38/91, 38/92, 38/97, 38/99, 38/144, 38/145, 38/147 à 38/150, 38/196 et 38/199 et décision 38/432) ;
  - c) Rapports du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolutions 38/88 à 38/90 et 38/95).

13. Rapport de la Cour internationale de Justice (article 13 b); décision 38/411 du 5 décembre 1983).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (résolution 38/8 du 4 novembre 1983).
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
  - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (article 142; décision 38/306 du 31 octobre 1983);
  - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social (article 145; décision 38/307 des 31 octobre et 21 novembre 1983);
  - c) Election de cinq membres de la Cour internationale de Justice (article 150; décision 36/309 A du 5 novembre 1981).
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
  - a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel (décision 38/320 du 19 décembre 1983);
  - b) Election de vingt membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (décision 38/316 du 15 décembre 1983);
  - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation (décision 38/317 du 15 décembre 1983);
  - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination (décision 38/318 du 15 décembre 1983);
  - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral (décision 38/319 du 15 décembre 1983);
  - f) Election du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (décision 35/319 du 15 décembre 1980).
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
  - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (article 155; décisions 38/305 A du 4 octobre 1983 et 38/305 B du 20 décembre 1983);
  - b) Nomination de membres du Comité des contributions (article 158; décision 38/308 du 25 novembre 1983);
  - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes (décision 38/309 du 25 novembre 1983);

- d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements (décision 38/310 du 25 novembre 1983) ;
  - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies (décision 38/311 du 25 novembre 1983) ;
  - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale (décisions 37/325 du 21 décembre 1982 et 38/321 du 20 décembre 1983) ;
  - g) Nomination de membres du Corps commun d'inspection (décision 36/320 du 17 décembre 1981) ;
  - h) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (décision 37/321 du 20 décembre 1982) ;
  - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (décision 37/322 du 20 décembre 1982) ;
  - j) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (décision 38/312 du 1er décembre 1983) ;
  - k) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral (décision 38/315 du 15 décembre 1983).
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolutions 38/12 du 16 novembre 1983, 38/36 A à E du 1er décembre 1983 et 38/40 à 38/55 du 7 décembre 1983 et décisions 38/313 du 7 décembre 1983, 38/405 du 15 novembre 1983 et 38/412 à 38/416 et 38/418 à 38/420 du 7 décembre 1983) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ;
  - b) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/40).
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (article 136 ; résolution 38/1 du 23 septembre 1983).
20. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (résolution 38/3 du 27 octobre 1983).
21. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (résolution 38/4 du 28 octobre 1983).

22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (résolution 38/5 du 28 octobre 1983).
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (résolution 38/6 du 28 octobre 1983).
24. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (résolution 38/9 du 10 novembre 1983).
25. La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix : rapport du Secrétaire général (résolution 38/10 du 11 novembre 1983).
26. Question des îles Falkland (Malvinas) (résolution 38/12 du 16 novembre 1983 et décision 38/405 du 15 novembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 38/12).
27. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (résolution 38/13 du 21 novembre 1983).
28. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (résolution 38/29 du 23 novembre 1983).
29. Question de Namibie (résolutions 38/36 A à E du 1er décembre 1983) :
  - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
  - c) Rapports du Secrétaire général (résolutions 38/36 A et B).
30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique : rapport du Secrétaire général (résolution 38/37 du 5 décembre 1983).
31. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (résolutions 38/11 du 15 novembre 1983 et 38/39 A à K du 5 décembre 1983 et décision 38/407 du 17 novembre 1983) :
  - a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
  - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports (résolution 38/39 K);

- c) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/39 H).
32. Année internationale de la paix : rapport du Secrétaire général (résolution 38/56 du 7 décembre 1983).
33. Question de Palestine (résolutions 38/58 A à E du 13 décembre 1983) :
- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
- b) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/58 C).
34. Droit de la mer (résolutions 38/59 A et B du 14 décembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 38/59 A).
35. Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (résolution 38/60 du 14 décembre 1983).
36. La situation au Moyen-Orient (résolutions 38/180 A à E du 19 décembre 1983) : rapports du Secrétaire général (résolutions 38/180 A à D).
37. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (décision 38/406 du 16 novembre 1983).
38. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (décision 38/448 du 20 décembre 1983) 3/.
39. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (décision 38/454 du 20 décembre 1983).
40. Célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1985 : rapport du Comité préparatoire du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (décision 38/455 du 20 décembre 1983).
41. Célébration du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique (décision 38/456 du 20 décembre 1983) 3/.
42. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (décision 38/456 du 20 décembre 1983) 3/.

---

3/ Ce point reste inscrit à l'ordre du jour de la trente-huitième session (voir décision 38/456). Son inscription à l'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session est subordonnée à toute nouvelle décision que l'Assemblée générale pourrait prendre à ce sujet lors de sa trente-huitième session.

43. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (décision 38/456 du 20 décembre 1983) 3/.
44. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (décision 38/456 du 20 décembre 1983) 3/.
45. Application de la résolution 38/61 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (résolution 38/61 du 15 décembre 1983).
46. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/62 du 15 décembre 1983).
47. Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/63 du 15 décembre 1983).
48. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général (résolution 38/64 du 15 décembre 1983).
49. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (résolution 38/65 du 15 décembre 1983).
50. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (résolution 38/66 du 15 décembre 1983).
51. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/67 du 15 décembre 1983).
52. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/68 du 15 décembre 1983).
53. Armement nucléaire israélien : rapport du Secrétaire général (résolution 38/69 du 15 décembre 1983).
54. Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/70 du 15 décembre 1983).
55. Rapport entre le désarmement et le développement (résolutions 38/71 A et B du 15 décembre 1983) : rapport de la Commission du désarmement (résolution 38/71 B).

56. Application de la résolution 38/72 de l'Assemblée générale relative à la cessation immédiate et à l'interdiction des essais d'armes nucléaires : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/72 du 15 décembre 1983).
57. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique (résolutions 38/181 A et B du 20 décembre 1983) :
- a) Application de la Déclaration : rapport de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (résolution 38/181 A) ;
  - b) Capacité nucléaire de l'Afrique du Sud (résolution 38/181 B) :
    - i) Rapport de la Commission du désarmement ;
    - ii) Rapport du Secrétaire général ;
58. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport du Comité du désarmement (résolution 38/182 du 20 décembre 1983).
59. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (résolutions 36/92 H du 9 décembre 1981 et 38/183 A à P du 20 décembre 1983 et décision 38/447 du 20 décembre 1983) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement (résolution 38/183 E) ;
  - b) Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/183 I) ;
  - c) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement (résolution 36/92 H) ;
  - d) Interdiction de l'arme nucléaire à neutrons : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/183 C) ;
  - e) Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/183 D) ;
  - f) Prévention d'une guerre nucléaire : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/183 G) ;
  - g) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire (résolution 38/183 H) :
    - i) Rapport de la Commission du désarmement ;
    - ii) Rapport de la Conférence du désarmement ;
  - h) Mesures unilatérales de désarmement nucléaire : rapport du Secrétaire général (résolution 38/183 J) ;

- i) Programme global de désarmement : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/183 K) ;
  - j) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général (résolution 38/183 L) ;
  - k) Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires (résolution 38/183 N) ;
  - l) Conseil consultatif pour les études sur le désarmement :
    - i) Travaux du Conseil consultatif : rapport du Secrétaire général (résolution 38/183 O) ;
    - ii) Projet de statut de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le désarmement (décision 38/447).
60. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolutions 38/73 A à J du 15 décembre 1983) :
- a) Examen des principes directeurs pour l'élaboration de mesures propres à accroître la confiance : rapport de la Commission du désarmement (résolution 38/73 A) ;
  - b) Gel des armements nucléaires (résolution 38/73 B) ;
  - c) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général (résolution 38/73 C) ;
  - d) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général (résolutions 38/73 D et F) ;
  - e) Application de la résolution 38/73 E de l'Assemblée générale relative au gel des armements nucléaires (résolution 38/73 E) ;
  - f) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (résolution 38/73 G) ;
  - g) Désarmement et sécurité internationale : rapport du Conseil de sécurité (résolution 38/73 H) ;
  - h) Désarmement régional : rapport du Secrétaire général (résolution 38/73 J).
61. Réduction des budgets militaires (résolutions 38/184 A et B du 20 décembre 1983) :
- a) Rapport de la Commission du désarmement (résolution 38/184 A) ;
  - b) Rapports du Secrétaire général (résolution 38/184 B).

62. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (résolution 38/185 du 20 décembre 1983).
63. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (résolution 38/186 du 20 décembre 1983).
64. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (résolutions 38/187 A à C du 20 décembre 1983) :
  - a) Rapport de la Conférence du désarmement (résolutions 38/187 A et B) ;
  - b) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/187 C).
65. Désarmement général et complet (résolutions 37/99 F et J du 13 décembre 1982 et 38/188 A à J du 20 décembre 1983 et décision 38/447 du 20 décembre 1983) :
  - a) Etude de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects : rapport du Secrétaire général (résolutions 37/99 F et 38/188 I) ;
  - b) Recherche-développement à des fins militaires : rapport du Secrétaire général (résolution 37/99 J) ;
  - c) Etude du désarmement en ce qui concerne les armes classiques : rapport du Secrétaire général (résolution 38/188 A) ;
  - d) Mesures visant à fournir des informations objectives sur les potentiels militaires (résolution 38/188 C) ;
  - e) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/188 D) ;
  - f) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armements : rapport de la Conférence du désarmement (résolution 38/188 E) ;
  - g) Limitation de la course aux armements navals : limitation et réduction des armements navals, application aux mers et aux océans de mesures propres à accroître la confiance : rapport du Secrétaire général (résolution 38/188 F) ;
  - h) Contribution des institutions spécialisées et des autres organismes et programmes des Nations Unies à la cause de la limitation des armements et du désarmement (résolution 38/188 J).
66. Question de l'Antarctique : rapport du Secrétaire général (résolution 38/77 du 15 décembre 1983).
67. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée : rapport du Secrétaire général (résolution 38/189 du 20 décembre 1983).

68. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (résolutions 36/104 du 9 décembre 1981 et 38/190 du 20 décembre 1983 :
  - a) Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Conseil de sécurité (résolution 38/190) ;
  - b) Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix (résolution 36/104).
69. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales : rapport du Comité spécial de l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies (résolution 38/191 du 20 décembre 1983).
70. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (résolution 38/78 du 15 décembre 1983).
71. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (résolutions 38/79 A à H du 15 décembre 1983) : rapports du Secrétaire général (résolutions 38/79 A, D, E, F, G et H).
72. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (résolution 38/80 du 15 décembre 1983) :
  - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ;
  - b) Application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Secrétaire général.
73. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects : rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (résolution 38/81 du 15 décembre 1983).
74. Questions relatives à l'information (résolutions 38/82 A et B du 15 décembre 1983) :
  - a) Rapport du Comité de l'information ;
  - b) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/82 B) ;
  - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (résolution 38/82 A).

75. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (résolutions 38/83 A à K du 15 décembre 1983) :
- a) Rapport du Commissaire général;
  - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (résolution 38/83 B);
  - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine (résolution 38/83 A);
  - d) Rapports du Secrétaire général (résolutions 38/83 D, E, G, H, I, J et K).
76. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (résolution 38/84 du 15 décembre 1983).
77. Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte : rapport du Secrétaire général (résolution 38/85 du 15 décembre 1983).
78. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (décision 38/422 du 15 décembre 1983).
79. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (décision 38/423 du 15 décembre 1983).
80. Développement et coopération économique internationale :
- a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolutions 37/202 du 20 décembre 1982 et 38/152 du 19 décembre 1983) :
    - i) Rapport du Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 37/202, par. 5);
    - ii) Rapport du Secrétaire général (résolution 37/202, par. 9);
  - b) Examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats : rapport du Secrétaire général (résolution 37/204 du 20 décembre 1982);
  - c) Commerce et développement (résolutions 37/206 du 20 décembre 1982, 38/153 à 38/156 du 19 décembre 1983 et 38/197 du 20 décembre 1983 et décisions 38/435 à 38/439 du 19 décembre 1983) :
    - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
    - ii) Rapports du Secrétaire général (résolutions 37/206, 38/154 et 38/156);

- d) Industrialisation (résolutions 38/192 à 38/194 du 20 décembre 1983) :
  - i) Rapport du Conseil du développement industriel;
  - ii) Rapport du Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (résolution 38/192, sect. II);
- e) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement (résolution 38/157 et décision 38/440 du 19 décembre 1983);
- f) Problèmes alimentaires (résolutions 38/158 et 38/159 du 19 décembre 1983) :
  - i) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
  - ii) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/159);
- g) Coopération économique et technique entre pays en développement (résolution 38/160 et décision 38/441 du 19 décembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 38/160);
- h) Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (décision 37/442 du 20 décembre 1982);
- i) Environnement (résolutions 38/161 à 38/165 et décision 38/442 du 19 décembre 1983);
  - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - ii) Rapport du Secrétaire général (résolution 38/162);
- j) Etablissements humains (résolutions 38/166, 38/167 A et B et 38/168 du 19 décembre 1983) :
  - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
  - ii) Rapports du Secrétaire général (résolutions 38/166 et 38/167 B);
- k) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapport du Secrétaire général résolution 36/74 du 4 décembre 1981);
- l) Fonds spécial des Nations Unies (décision 38/443 du 19 décembre 1983);
- m) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables : rapport du Comité pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables (résolution 38/169 du 19 décembre 1983);

- n) Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés : rapport du Secrétaire général (résolution 38/195 du 20 décembre 1983) ;
- o) Mesures immédiates en faveur des pays en développement : rapports du Secrétaire général (résolutions 38/151 du 19 décembre 1983 et 38/200 du 20 décembre 1983) ;

81. Activités opérationnelles pour le développement :

- a) Activités opérationnelles du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (résolution 38/171 du 19 décembre 1983) ;
- b) Programme des Nations Unies pour le développement (résolutions 37/228 du 20 décembre 1982 et 38/172 du 19 décembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 37/228) ;
- c) Fonds d'équipement des Nations Unies ;
- d) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (décision 38/444 du 19 décembre 1983) ;
- e) Programme des Volontaires des Nations Unies (résolution 38/173 du 19 décembre 1983) ;
- f) Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral (résolution 38/174 du 19 décembre 1983) ;
- g) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (résolution 38/175 du 19 décembre 1983) ;
- h) Programme alimentaire mondial (résolution 38/176 du 19 décembre 1983) ;
- i) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général (décision 38/445 du 19 décembre 1983) ;
- j) Liquidation du Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération d'urgence des Nations Unies et allocation des soldes restants : rapport du Secrétaire général (résolution 38/201 du 20 décembre 1983).

82. Formation et recherche :

- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (résolution 38/177 du 19 décembre 1983) :
  - i) Rapport du Directeur général ;
  - ii) Rapport du Secrétaire général ;
- b) Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies (résolution 38/178 du 19 décembre 1983) ;

83. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe :
- a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : rapports du Secrétaire général (résolution 38/202 du 20 décembre 1983) ;
  - b) Programmes spéciaux d'assistance économique (résolutions 38/203 à 38/224 du 20 décembre 1983) : rapports du Secrétaire général (résolutions 38/204 à 38/220 et 38/222 à 38/224) ;
  - c) Réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne : rapport du Secrétaire général (résolution 38/225 du 20 décembre 1983).
84. Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud (résolution 37/39 du 3 décembre 1982).
85. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix (résolutions 38/22 et 38/23 du 22 novembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 38/22).
86. Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (résolutions 38/14 et 38/15 du 22 novembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 38/14).
87. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (résolutions 38/16 et 38/17 du 22 novembre 1983).
88. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolutions 38/18 à 38/21 du 22 novembre 1983) :
- a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ;
  - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général (résolution 38/18) ;
  - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général (résolution 38/19).
89. Politiques et programmes relatifs à la jeunesse : rapport du Secrétaire général (résolution 38/26 du 22 novembre 1983).
90. Question du vieillissement : rapport du Secrétaire général (résolution 38/27 du 22 novembre 1983).

91. Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (résolution 37/53 du 3 décembre 1982 et 38/28 du 22 novembre 1983).
92. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme : rapport du Secrétaire général (résolution 38/104 du 16 décembre 1983).
93. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (résolutions 36/129 du 14 décembre 1981, 37/59 du 3 décembre 1982 et 38/105 à 38/108 du 16 décembre 1983) :
  - a) Application du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général (résolution 37/59) ;
  - b) Préparatifs de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (résolutions 38/105 et 38/108) ;
  - c) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général (résolutions 36/129 et 38/106).
94. Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 38/109 du 16 décembre 1983) :
  - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;
  - b) Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général.
95. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (résolution 38/110 du 16 décembre 1983).
96. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (résolutions 38/111 à 38/113 du 16 décembre 1983).
97. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (résolution 38/114 du 16 décembre 1983).
98. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (résolutions 37/192 du 18 décembre 1982 et 38/115 à 38/117 du 16 décembre 1983) :
  - a) Rapport du Comité des droits de l'homme ;
  - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général (résolution 38/116) ;

- c) Elaboration d'un projet de deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (résolution 37/192).
99. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolutions 38/118 et 38/119 du 16 décembre 1983) : rapport du Secrétaire général (résolution 38/118).
100. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (résolutions 38/120 et 38/121 du 16 décembre 1983) :
- a) Rapport du Haut Commissaire;
  - b) Assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général (résolution 38/120).
101. Campagne internationale contre le trafic des drogues : rapport du Secrétaire général (résolution 38/122 du 16 décembre 1983).
102. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (résolutions 38/123 et 38/124 du 16 décembre 1983) :
- a) Application de la résolution 38/124 de l'Assemblée générale;
  - b) Institutions nationales pour la protection et la promotion des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général (résolution 38/123).
103. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (résolution 38/49 du 7 décembre 1983) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
104. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 38/50 et décision 38/419 du 7 décembre 1983).

105. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (résolution 38/51 du 7 décembre 1983) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
106. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (résolution 38/52 du 7 décembre 1983).
107. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (résolution 38/53 du 7 décembre 1983).
108. Question du Timor oriental (décision 38/402 du 23 septembre 1983) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
  - b) Rapport du Secrétaire général.
109. Rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes (résolution 38/30 et décision 38/408 du 25 novembre 1983) :
- a) Organisation des Nations Unies;
  - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
  - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
  - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
  - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
  - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
  - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
  - h) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
  - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.

110. Budget-programme de l'exercice biennal 1984-1985 (résolutions 38/234, 38/235, 38/236 A à C et 38/237 à 38/239 du 20 décembre 1983 et décision 38/446 du 19 décembre 1983).
111. Planification des programmes (résolutions 38/227 A et B du 20 décembre 1983) :
- a) Rapport du Comité du programme et de la coordination;
  - b) Rapports du Secrétaire général (résolution 38/227 A, sections II et III).
112. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (résolutions 38/228 A et B du 20 décembre 1983) :
- a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies (résolution 38/228 B);
  - b) Rapports du Secrétaire général (résolutions 38/228 A et B).
113. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (résolutions 37/130 du 17 décembre 1982 et 38/31 du 25 novembre 1983 et décision 38/409 du 25 novembre 1983) :
- a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (résolution 38/31);
  - b) Incidence de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 37/130);
  - c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général (décision 38/409).
114. Corps commun d'inspection : rapports du Corps commun d'inspection (résolution 38/229 du 20 décembre 1983).
115. Plan des conférences : rapport du Comité des conférences (résolutions 38/32 A à F du 25 novembre 1983).
116. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (résolution 38/33 du 25 novembre 1983).
117. Questions relatives au personnel (résolutions 38/230 et 38/231 et décision 38/450 du 20 décembre 1983) :
- a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général (résolution 38/231);
  - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : rapport du Secrétaire général (résolution 38/230);

- c) Autres questions relatives au personnel : rapports du Secrétaire général.
118. Régime commun des Nations Unies (résolution 38/232 et décision 38/451 du 20 décembre 1983) :
- a) Rapport de la Commission de la fonction publique internationale;
  - b) Rapports du Secrétaire général (résolution 38/232, section III, et décision 38/451).
119. Régime des pensions des Nations Unies : rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (résolution 38/233 et décision 38/452 du 20 décembre 1983).
120. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (résolutions 38/35 A et B du 1er décembre 1983 et 38/38 A et B du 5 décembre 1983) :
- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : rapport du Secrétaire général (résolutions 38/35 A et B);
  - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général (résolutions 38/38 A et B).
121. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (résolution 38/128 du 19 décembre 1983).
122. Statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (résolution 37/104 du 16 décembre 1982).
123. Etat des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés : rapport du Secrétaire général (résolution 37/116 du 16 décembre 1982).
124. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats (résolution 38/126 du 19 décembre 1983).
125. Règlement pacifique des différends entre Etats (résolution 38/131 du 19 décembre 1983).
126. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (résolution 38/132 du 19 décembre 1983).
127. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (résolution 38/133 du 19 décembre 1983).
128. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa dix-septième session (résolutions 38/134 et 38/135 du 19 décembre 1983).

129. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (résolution 38/136 du 19 décembre 1983).
  130. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (résolution 38/137 du 19 décembre 1983).
  131. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-sixième session (résolution 38/138 du 19 décembre 1983).
  132. Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales : rapport du Secrétaire général (résolution 38/139 du 19 décembre 1983).
  133. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (résolution 38/140 du 19 décembre 1983).
  134. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (résolution 38/141 du 19 décembre 1983).
  135. Projet de déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international : rapport du Secrétaire général (résolution 38/142 du 19 décembre 1983).
  136. Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux (décision 38/425 du 19 décembre 1983).
  137. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (décision 38/426 du 19 décembre 1983).
  138. Projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (décision 38/427 du 19 décembre 1983).
-